TTIP: Nous sommes tous des populistes

Il y a comme un arrière-goût de 2005. Vous vous en souvenez certainement : cette année-là, il fallait ratifier ce fameux traité constitutionnel européen. Dans certains pays de l'Union européenne, dont le Luxembourg, la décision a été soumise à un référendum. On s'en souvient bien : la France et les Pays-Bas le rejetèrent. Au Luxembourg, le « oui » l'emporta certes, mais avec seulement 56 % des voix. « Seulement » car quelques mois auparavant, le gouvernement était persuadé qu'il allait passer comme une lettre à la poste. Et comme le « non » ne faisait que progresser dans les sondages, le Service information presse du gouvernement se vit même contraint de changer sa stratégie de communication – ce qui est étrange étant donné que la campagne gouvernementale se voulait neutre. Mais c'est encore une autre histoire…

TTIP – Constitution européenne, même(s) combats

Ce dont on se souvient, c'est la fracture énorme entre le « bas » et le « haut » : le « haut » plaidant pour le « oui », promettant monts et merveilles en cas d'adoption et enfer et damnation en cas de rejet. Tous les moyens leur étaient bons : tantôt les partisans étaient de sombres « populistes », les suivre faisant le jeu des « extrémismes », tantôt les électeurs n'étaient pas assez bien informés – donc idiots – et un « non » ne serait qu'un vaste malentendu, un problème de « communication ». Ou de « pédagogie » (littéralement « direction des enfants »). Pédagogie : ce mot est adoré par les partisans du « haut », qui révèlent ainsi leur attitude méprisante envers un peuple prié de se rendre sagement aux

urnes à intervalles réguliers afin de mandater les « politiciens raisonnables » pétris de sagesse et d'omniscience (contrairement au peuple/enfant).

Ces demi-dieux entourés d'enfants

Les plus naïfs croyaient que le rejet de ce traité en 2005 aurait fait infléchir, du moins réfléchir, les dirigeants : plus de démocratie à l'avenir, plus de transparence, plus de participation. C'est mal connaître les demi-dieux qui nous gouvernent. Demi-dieux car eux-mêmes ne sont que les instruments des vrais dieux du capital et de la finance. Ces derniers, contrairement à Hercule ou Persée, sont moins visibles et ne se mêlent que rarement aux mortels.

Avec le TTIP, nos demi-dieux font face à un nouveau défi que les seigneurs juchés sur leur Olympe du capital leur ont concocté : défendez ce traité !
Et ils le font comme si 2005 n'avait jamais existé. Le même arsenal argumentaire est sorti :

Primo : « faites-nous confiance ». Il ne faudrait rien dramatiser, ce traité contient certes des zones d'ombres, des choses dont il faut se méfier, mais il contient également du positif. « Nous », vos dirigeants, nous engageons à ce que le positif prévale.
Secundo : « c'est très compliqué ». C'est bien que le peuple s'y intéresse disent-ils (comme s'ils avaient bougé le plus petit doigt pour qu'il s'y intéresse vraiment), mais attention, laissons faire les pros.
Tertio : « être contre, c'est du populisme ». C'est l'argument-massue (qui fonctionne d'ailleurs de moins en moins). Etre contre ce traité est forcément extrémiste, la preuve, ceux qui le défendent sont de sages et responsables « centristes » de gauche et de droite.

« Au secours! Les populistes sont partout! »

Le problème avec les soi-disant populistes, c'est qu'ils

deviennent nombreux. Au Luxembourg, alors que l'on aurait pu attendre de nos sages dirigeants qu'ils informent à temps le peuple de ce traité, ce sont de modestes partis comme déi Lénk qui l'ont popularisé (même Goosch !) et, pour être honnête, certains membres des Verts, dont leur eurodéputé Claude Turmes. Ensuite, c'est une vaste coalition comptant les plus grandes organisations du pays qui a demandé l'arrêt pur et simple des négociations : OGBL, LCGB, FNCTTFEL, Syprolux, Aleba, Bio-Lëtzebuerg, Caritas, Greenpeace, Mouvement écologique, Jeunes agriculteurs et jeunes viticulteurs, l'Union des consommateurs, Cercle de coopération des ONG. Sans oublier le comité Stop Tafta (dont l'ancien député vert Jean Huss s'est fait le porte-parole).

Autisme politique

Nous le voyons : cette coalition est loin d'être formée par une armée de bolcheviks. Cela pourrait en faire réfléchir certains. Mais non : hier encore, le secrétaire général du LSAP, Yves Cruchten, estimait, sur facebook, que les opposants à ce traité ne feraient que dans le « populisme et sèmeraient la panique ». Le problème pour le secrétaire général, c'est que ces « populistes » se trouvent dans son propre parti. Ce que d'ailleurs l'échevin eschois Dan Codello lui a fait remarquer amèrement (une semaine auparavant, le conseil communal eschois avait adopté une motion demandant l'arrêt des négociations, que Codello avait voté, tout comme l'autre échevin Henri Hinterscheid et la bourgmestre Vera Spautz).

Mais, en vérité, n'est-il pas démagogique de taxer tout le monde de populiste ? N'est-il pas démagogique, comme le font certains, de confondre (consciemment ?) le principe du commerce à celui du libre-échange (être contre ce traité reviendrait à rejeter en bloc le principe du commerce, dixit Robert Goebbels) ?

Et la direction du LSAP (qu'il faut distinguer de sa base), ses candidats au parlement européen et sa fraction

parlementaire ne devraient-ils pas se demander qui est sur la mauvaise voie ? Car les tenants du TTIP ne sont pas ce que l'on fait de plus progressiste : le CSV, le DP, l'ADR. Sans parler de la commission Barroso, du gouvernement à Washington et… des multinationales ?

La direction du LSAP est à plaindre. Elle est en effet entourée de populistes : le populiste Jean-Claude Reding, la populiste Blanche Weber, le populiste Armand Drews, le populiste Claude Turmes, le populiste André Hoffmann, la populiste Marie-Josée Jacobs, les populistes au sein du LSAP… La liste des populistes est longue. En fait, il vaudrait mieux pour les dirigeants socialistes d'élire un nouveau peuple. Car on ne peut décemment plus gouverner un peuple de populistes.